Intégration des étrangers : le modèle bâlois vise l'intégration rapide

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **36 (1999)**

Heft 1394

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1014739

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le modèle bâlois vise l'intégration rapide

Bâle met en place une politique exemplaire d'intégration des étrangers. Un modèle dont devrait s'inspirer la Confédération et d'autres cantons.

Le gouvernement bâlois vient de présenter sa conception de l'intégration des étrangers. Une conception qui vise à intégrer rapidement la population étrangère vivant dans la cité rhénane en développant ses compétences et en misant sur ses capacités. La démarche tranche avec la passivité et la méfiance qui caractérisent encore l'attitude de la Suisse à l'égard de ses hôtes étrangers. Au niveau fédéral, la politique des étrangers navigue à vue entre les besoins de l'économie, les craintes d'une partie de la population et les menaces de l'UDC zurichoise. Une politique, affirme Thomas Kessler, délégué bâlois aux migrations et à l'intégration, qui «a peu apporté si ce n'est des coûts exorbitants en matière sociale, de santé et de justice».

Donner les moyens de l'intégration

Concrètement la conception bâloise prévoit prioritairement une simplification de la procédure de naturalisation et des actions de formation, d'information et de prévention des conflits. Dès leur arrivée, les immigrants se voient proposer un programme d'allemand, de langue maternelle, d'éducation civique ainsi qu'un plan d'intégration personnalisé. À terme, il est prévu de rendre ce programme obligatoire. Des projets de qualification professionnelle et de réseaux d'entraide dans les quartiers doivent faciliter l'intégration. Contre le ghetto et la marginalisation, les Bâlois jouent la carte du développement du potentiel humain.

On jugera en définitive sur les résultats

Pour combattre les préjugés – nombreux sont encore les indigènes qui ignorent que plus de 50% des étrangers sont nés à Bâle ou y vivent depuis plus de quinze ans – une campagne d'information sera lancée sur trois ans avec la collaboration des organisations politiques, économiques, des Églises et de l'Université. Car Thomas Kessler en est persuadé: seule une information objective et la présentation des résultats concrets du programme d'intégration peuvent réduire les craintes de la population à l'égard des étrangers. Il sera alors possible de débattre plus sereinement du droit de vote et d'éligibilité des étrangers qui ne seront plus perçus comme menaçants. Un modèle que certains cantons pourraient adopter sans trop de frais. *jd*

INITIATIVE UDC

La limite de la xénophobie, franchie

L'Union démocratique du centre ne se contente pas de lancer une initiative fédérale qui, concrètement, rendrait quasi impossible le dépôt d'une requête d'asile en Suisse, elle s'en prend maintenant aux étrangers qui, après avoir participé des années durant à notre vie sociale et économique, demandent à faire partie, comme citoyens, de notre communauté nationale. Donc l'UDC zurichoise veut rendre moins attractive la naturalisation.

Et comment? Par recours à la démocratie directe. La compétence d'accorder la bourgeoisie communale serait transférée directement au peuple. Telle est la proposition faite, sous forme d'initiative. Si elle était adoptée, les électeurs zurichois recevraient de longues listes de noms, à consonance et orthographe insolite, donc jugée «barbare» et, non pas à la tête, mais à la nationalité ou à l'origine, ils jugeraient, agréant ou biffant, sans connaître ou se fiant à des préjugés et rumeurs. La perversion de la démocratie directe est, là, à son comble. Elle serait invite à juger sans connaître, rejet à l'aveugle hors de la communauté, possibilité de sanction grave entre toutes: celle de l'ostracisme. *ag*